ANNÉE XXXVIII^me — N° 1020 — GENÈVE. — PREMIER MAI 1939

Le Réveil anarchiste

Et dire que les peuples ont cru s'abriter de l'averse de sang sous le parapluie de M. Chamberlain !

RÉDACTION et ADMINISTRATION
6, Rue des Savoises, GENÈVE

Paraît tous les quinze jours
Le numéro : 15 centimes

Compte chèques postaux : I. 4662
— LE REVEIL —

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

Fédération Anarchiste Romande

Premier Mai 1939

TRAVAILLEURS,

Ce cinquantième Premier Mai est le plus tragique de tous. Le prolétariat vient de subir une grande et sanglante défaite, celle de son héroïque avant-garde espagnole qu'il a abandonnée à elle-même pendant trente mois, alors que tout le monde capitaliste l'attaquait plus ou moins ouvertement. Les victimes se comptent par plusieurs centaines de mille et leur immense holocauste s'est accompli au milieu de l'indifférence des masses. Nulle action n'a été tentée pour empêcher l'horrible massacre, pas plus que contre toutes les guerres et les agressions qui se sont suivies jusqu'à ce jour.

Le monde vit toujours plus sur un pied de guerre, dans l'insécurité et dans la crainte d'une catastrophe à laquelle il paraît d'avance résigné. Depuis la guerre d'Abyssinie, le pacifisme a consisté surtout à laisser libre jeu à la violence, à la favoriser même comme en Espagne, se refusant à reconnaître que la progression fasciste se faisait en somme déjà par la guerre et augmentait le danger d'une conflagration générale.

En face d'une telle situation, que peuvent bien signifier encore les « conquêtes » syndicales et même politiques ? Une dictature de fait existe déjà dans tous les pays, même si elle ne s'accompagne pas des pires violences matérielles et laisse subsister quelques maigres libertés individuelles et collectives.

Travailleurs !

La crise économique ne paraît pas devoir prendre fin et tout ce qui a été tenté pour la combattre a échoué. Malgré des millions d'hommes et de femmes occupés dans les usines de guerre, le chômage sévit toujours et rien ne permet de prévoir sa réabsorption si ce n'est précisément par une mobilisation mondiale, prélude à la boucherie. Le capitalisme a cru se sauver en développant le fascisme, qui par son économie de guerre a, par contre, assujetti et mis à contribution de plus en plus les capitalistes aussi. France et Angleterre ont tout sacrifié à l'écrasement de l'antifascisme en Espagne, mais la défaite de ce dernier s'est trouvée être en même temps leur propre défaite. Le crime espagnol, plus que tout autre, va les frapper.

En cette heure particulièrement sombre, nous ne saurions songer à de mesquines compromissions ou coalitions, aux résultats toujours décevants. C'est tout le monde bourgeois que nous voyons s'écrouler, miné par ses propres contradictions et auquel de mauvais bergers nous proposent d'associer notre sort. Nous ne pouvons être les alliés des assassins de l'Espagne, se réclamant d'une démocratie qu'ils ont trahie de propos délibéré. Nous ne pouvons non plus devenir les défenseurs d'un régime économique qui préfère à l'abondance pour tous les restrictions et les privations pour des millions de déshérités.

Camarades !

Serrons-nous tous autour de nos héroïques frères d'Espagne plongés dans la pire détresse. La défaite n'efface pas le grand exemple qu'ils nous ont donné, les réalisations qu'ils ont montrées possibles, la transformation économique dont le souvenir ne s'effacera pas de sitôt. Le Pape a bien voulu saluer le retour à l'Inquisition cléricale, avec toutes les atrocités dont elle s'accompagne. Nous ne désespérons point de l'avenir, car le clergé sera honni en raison même de la part qu'il prend à toute une œuvre d'oppression et de spoliation.

Des jours encore plus douloureux s'annoncent, cependant que les prévisions des anarchistes sur les méfaits des ministres du ciel et de la terre se révèlent dans toute leur hideur. Nous avons à poursuivre la lutte contre toute forme d'autorité et d'exploitation, contre un régime qui cherche son salut dans le retour à l'absolutisme et au servage. Plus les pouvoirs économiques et politiques grandissent et plus ils engendrent la misère et la mort. Les sociétés humaines auront à s'en émanciper pour développer librement par l'entr'aide toutes les forces de vie, de production, de culture et de bien-être.

Plus de maîtres des richesses, ni des hommes, ni des consciences ! Que tout soit à tous et un monde de libres et d'égaux régénérera la terre. Gardons confiance en nous-mêmes et en la possibilité de cette justice que nous appelons de son nom de guerre : la Révolution.

Vive l'Anarchie !

Fédération anarchiste romande.

Au service du Fascisme

Dans la correspondance franco-italienne publiée par M. Daladier, on voit l'ambassadeur de France à Rome rappeler que son pays a rendu service à l'Italie en empêchant la S.d.N. de prendre contre elle des sanctions sérieuses pendant la guerre d'Ethiopie.

Ce rappel était parfaitement inutile, puisque M. Alessandro Lessona, sous-secrétaire d'Etat aux Colonies précisément au cours de la dite guerre, dans son livre **Verso l'Impero,** en parlant de la séance du 2 mars 1936 où la question d'étendre aux carburants les sanctions fut discutée, écrit ceci :

« Le délégué français proposait que le Comité même fasse une dernière tentative de conciliation entre les deux parties.

« Quels que soient les motifs qui ont conseillé M. Flandin de soutenir cette thèse, on ne peut nier que l'attitude de la France devait résulter, peut-être involontairement, très profitable à l'Italie, puisque, tout en laissant les deux comités d'experts continuer leurs travaux, Flandin avait contribué à nous faire gagner le temps nécessaire à la victoire définitive avant que de plus graves décisions en matière de sanctions ne fussent adoptées. »

Les révolutionnaires français se sont obstinément refusés de voir les complaisances et les complicités évidentes des gouvernements français et anglais pour le fascisme italien, continuant à nous rabâcher l'histoire de deux impérialismes luttant l'un contre l'autre. Ils en ont fait de même pour l'Espagne où, pourtant, chacun pouvait constater jour après jour que l'intervention italo-allemande, non seulement ne rencontrait pas la moindre opposition anglo-française, mais était odieusement appuyée.

Dans **The New Statesman and Nation,** l'une des principales revues anglaises, on a pu lire :

« L'histoire ne pardonnera jamais à la France et à la Grande Bretagne le rôle joué par elles dans la destruction de la démocratie espagnole. Souvent la méchanceté reste impunie, mais jamais la stupidité et l'irrésolution. »

L'écrivain anglais conclut en disant que « la France pourra devenir demain une autre Tchécoslovaquie ou une autre Espagne. Et cela est possible quoique d'aucuns à présent puissent n'y voir que la vision d'un mauvais rêve. »

Le fait est que même le proche avenir paraît bien sombre. Et tous les bêlements invoquant la paix ne serviront pas à grand'chose. Il ne fallait pas laisser créer les conditions de plus en plus favorables à une guerre. Hélas ! ceux qui paieront ne seront pas les grands, les vrais coupables, mais les masses toujours incapables de veiller sur leur sort.

Pour les victimes d'Espagne

Une première souscription ouverte en août 1936 et close en mars 1938 (voir notre N° 994) avait produit la somme de 10.052 fr. 15.

Une deuxième souscription, commencée avec notre N° 996, du 9 avril 1938, avait rapporté à la date du 20 avril 1939 la somme de 688 fr. 95.

Nous avons ainsi reçu 10.741 fr. 10.

Sur cette somme, nous avions dépensé à fin janvier de cette année, en secours et imprimés 5771 fr. 75. Depuis le 6 février, nous avons versé à des camarades italiens ou espagnols réfugiés 4925 fr. 30, soit un total de dépenses de 10.697 fr. 05. Reste donc en caisse au 20 avril 44 fr. 05.

Nous avons à poursuivre l'effort commencé il y aura bientôt trois ans. C'est même aujourd'hui qu'il est le plus nécessaire et le plus urgent. La situation des nôtres est la plus particulièrement douloureuse, surtout depuis les tentatives et les décrets de militarisation des étrangers du gouvernement français. Nos camarades qui n'avaient accepté qu'à contre-cœur la militarisation en Espagne, car ils y voyaient la contre-révolution avec la dictature stalino-bourgeoise, ne sauraient à plus forte raison se laisser embrigader au service des complices de Franco, complicité dont ont découlé avec l'écrasement de la République espagnole les dangers croissants qui menacent la France. A ceux qui ont créé ou laissé créer une telle situation d'en subir les conséquences.

Cherchons donc à sauver nos frères captifs ; la tâche peut paraître au-dessus de nos forces, mais nous devons l'accomplir quand même dans la mesure de toutes nos possibilités. Nous renverrons à plus tard la publication du journal sur huit pages, l'aide à nos anciens combattants devant passer avant tout.

A fermer...

ON Y PERD SON LATIN !

Fort heureusement, il reste, au milieu des tristesses que nous vivons, quelques sujets de divertissement. Par exemple, les fermes et inébranlables déclarations franco-britanniques sur le maintien du **statu quo** en Méditerranée.

Les fascistes occupent-ils les Baléares ? On les avertit que le **statu quo** sera maintenu en Méditerranée. Les Italiens et les Allemands font-ils la conquête de l'Espagne ? **Statu quo** ! Les Allemands fortifient le Maroc espagnol ? **Statu quo** ! Les Italiens envahissent l'Albanie ? **Statu quo** ! Ils massent cent mille hommes dans le Dodécanèse ? **Statu quo** !

Au fait, qu'est-ce que ça veut dire au juste, **statu quo** ?

Comme disait un jour, navré, un huissier de Sorbonne en affichant les résultats du baccalauréat :

— Il n'y a plus de latinité...

C'est bien notre avis.

(« Libération », 20 avril 1939).

La politique de M. Motta

A une demande du stalinien Humbert-Droz au sujet de la reprise de relations diplomatiques avec la Russie, le Conseil fédéral a répondu :

« ...qu'il serait heureux que les circonstances lui permettent de renouer des rapports normaux avec le gouvernement d'un grand pays, s'il avait l'assurance qu'à l'exemple de tous les autres gouvernements avec lesquels la Suisse a des relations diplomatiques, le Gouvernement de l'U.R.S.S s'abstiendrait de s'immiscer dans les questions de politique intérieure. Le XVIIIme Congrès du Parti communiste, réuni à Moscou du 9 au 21 mars, qui a prouvé une fois de plus l'identité qu'il y a entre le Gouvernement de l'U.R.S.S. et le Komintern, démontre, cependant, que tel ne serait pas le cas. »

M. Motta a voulu nous fournir une fois de plus la preuve qu'en bon clérical, il sait pratiquer la restriction mentale. Car il feint d'ignorer quelque peu bêtement que l'Etat-parti n'existe pas seulement en Russie, mais en Allemagne et en Italie aussi. Et le Ministère public fédéral a eu bien plus souvent à constater la présence d'agents hitlériens et mussoliniens s'immiscant en Suisse dans les questions de politique intérieure, que d'agents staliniens ou du Komintern. Ce n'est pas tout de même pour se défendre contre la Russie que le Conseil fédéral vient de réclamer un milliard de crédits pour armements, et ce n'est pas non plus le Komintern qui a fait distribuer des cartes où des territoires suisses sont revendiqués par la grande Italie et encore plus grande Allemagne.

Et ce qu'il y a de plus risible ou de plus navrant, comme on voudra, c'est que le Conseil fédéral, si jaloux de sa neutralité intégrale et perpétuelle, déclare implicitement adhérer en somme au pacte antikomintern, avec l'Italie, l'Allemagne, le Japon et l'Espagne. Pour comble, l'Axe fasciste, lui, maintient des relations diplomatiques normales avec l'U.R.S.S..

Bien entendu, avec cela nous n'entendons nous faire en rien les défenseurs de l'Etat de M. Staline, mais simplement souligner le caractère fasciste de la politique étrangère de M. Motta.

NOUS Y SOMMES...

« Libera Stampa » a annoncé que des milliers de manifestes ont été distribués dans les principaux centres entre la frontière suisse et Milan, manifestes dans lesquels il était dit entre autres que « Quarante mille Italiens au Tessin attendent leur libération ».

M. Motta, qui s'est rendu au Tessin pour marier l'une de ses filles, doit sentir sa « vénération » pour Mussolini grandir jour après jour. Les pacifistes ne manqueront pas de prétendre que c'est là une revendication ethnique naturelle et M. Alexandre s'écriera une fois de plus : La paix commence !

...Mainte nation a pu refleurir après la conquête et le massacre, même après des siècle d'oppression : si elle retombe dans la barbarie ou meurt complétement, c'est en elle et dans sa constitution intime, non dans les circonstances extérieures, qu'il faut rechercher les raisons de sa régression et de sa ruine. Il existe une cause majeure, la cause des causes, résumant l'histoire de la décadence. C'est la constitution d'une partie de la société en maîtresse de l'autre partie, c'est l'accaparement de la terre, des capitaux, du pouvoir, de l'instruction, des honneurs par un seul ou par une aristocratie. Dès que la foule imbécile n'a plus le ressort de la révolte contre ce monopole d'un petit nombre d'hommes, elle est virtuellement morte ; sa disparition n'est qu'une affaire de temps. La peste noire arrive bientôt pour nettoyer cet inutile pullulement d'individus sans liberté. ***Elisée RECLUS.***

Entre les deux larrons.

L'Organisation

Il fut un temps où la question organisation ou antiorganisation, à laquelle se rattachait la question communisme ou individualisme, était fortement discutée dans nos milieux. Les esprits étaient tellement montés que Malatesta, lui-même, eut à essuyer un coup de revolver, aux Etat-Unis d'Amérique.

Chacun finit par se convaincre de l'inutilité de poursuivre une discussion qui n'aboutissait à aucune conclusion, les anarchistes ne pouvant être, d'ailleurs, qu'opposés par principe à toute organisation obligatoire. Tout camarade demeurant libre de s'organiser ou non — et il ne pouvait en être autrement — poursuivre le débat n'aurait signifié que l'envenimer sans grand résultat pratique.

Toutefois, il est impossible pour n'importe quel groupement de ne pas se poser la question de l'action qu'il entend développer et des moyens auxquels il entend recourir à cet effet.

L'action collective ne sera jamais que la somme des actions individuelles, mais dix individus s'entr'aidant ont une puissance plus grande que dix autres n'agissant qu'isolément. Chacun est plus ou moins disposé à agir, selon qu'il sait pouvoir plus ou moins compter sur d'autres forces. Voilà une constatation de chaque jour. Disons plus. Il est bien rare que concevant un acte nous ne cherchions avan tout à qui nous confier et sur qui nous pouvons compter. Lamartine a pu dire : « Il faut se séparer, pour penser, de la foule, et s'y confondre pour agir ». Nous pensons que ce n'est que partiellement vrai.

Pour songer à un mouvement, il faut d'abord se mêler à la foule, en vivre la vie, en connaître les aspirations, en éprouver les passions ou en secouer l'apathie. L'inspiration, c'est souvent la foule qui la donne, quitte pour la mûrir de se séparer de cette foule. Il serait absurde de débattre un plan d'action dans une grande assemblée. Une fois sa nécessité reconnue, nous n'avons aucune délégation à demander, mais une besogne d'entraînement à réaliser. Entraînement d'autant plus facile que nous nous serons fait connaître à cette foule par notre dévouement et notre courage..

La vie, par définition, ne peut être qu'organique et il ne saurait y avoir de vie collective sans un organisme correspondant, qui sera d'autant plus fort qu'il groupera plus de forces individuelles. C'est en somme une lapalissade, mais il n'est pas inutile de l'énoncer, car c'est précisément ici que le quiproquo se produit. D'aucuns ont pensé, plus ou moins sincèrement, qu'il suffisait de grouper un nombre toujours plus élevé d'adhérents pour grandir en puissance, sans se demander s'ils associaient ainsi des êtres passifs ou actifs. Bien plus, l'argument le plus généralement employé pour « organiser », c'est qu'il y aura pour chaque syndiqué une économie d'effort à fournir. Le résultat est alors que chacun compte sur la besogne de ses coassociés pour se dispenser de la sienne, aboutissant ainsi à une inaction générale, à part l'activité de quelques militants convaincus, qui se trouvent bientôt bridés par une bureaucratie grandissante, rendue nécessaire par la veulerie générale, par le développement des assurances et par l'incorporation découlant de celles-ci du syndicalisme ouvrier dans l'Etat bourgeois.

Cest ainsi qu'à l'occasion de la guerre civile d'Espagne, les Internationales politiques et syndicales groupant des millions de membres n'ont exercé aucune action contre la monstrueuse non-intervention à sens unique et se sont bornées à une œuvre de charité, qui n'a rien à voir avec la grande solidarité révolutionnaire.

Etablissons donc bien ceci : que l'organisation est nécessaire, non pour diminuer, mais pour permettre d'accroître l'effort de chacun et son rendement aussi. Il est pourtant bien simple de comprendre que pour « être » il faut agir. Tous ceux qui n'agissent pas ne comptent pas dans le mouvement social proprement dit, même s'ils peuvent compter pour telle ou telle caisse syndicale. L'inaction est tellement devenue la règle qu'une action propre des travailleurs a fini par paraître impossible et il n'est plus envisagé que de la coordonner avec celle des Etats respectifs. Là dessus est venu encore se greffer un faux pacifisme pour faire de toutes les passivités le summum des vertus humaines. Le fascisme a ainsi toutes facilités pour conquérir le monde.

Le syndicalisme et le socialisme ont été extirpés de la moitié de l'Europe. La Russie qui prétendait les représenter dans le monde vient par son dernier tournant de conseiller à ses fidèles de « reléguer le marxisme au grenier » — pour nous servir d'une phrase ironique de feu Giolitti à l'adresse des socialistes italiens. Et il entendait précisément dire que toute idée de lutte de classes mise de côté ,il ne restait plus qu'à accepter la collaboration, en réalité la subordination des exploités aux exploiteurs.

C'est chose faite dans tous les pays démocratiques sous prétexte de défense nationale contre un fascisme dont les mêmes Etats ont été les complices dans le monde entier et en Espagne surtout. A moins d'un formidable réveil révolutionnaire, qui ne saurait être nullement pacifique, nous allons à une catastrophe. Les solutions à l'amiable rêvées par quelques-uns paraissent de moins en moins possibles, et il faut concevoir une autre solidarité internationale que l'acceptation des agressions et des guerres aux peuples.

Après notre défaite

René Fremont, dans **le Libertaire,** arrive à cette conclusion :

« Ceux qui pensaient que la fin du conflit espagnol éloignerait la guerre peuvent se rendre compte combien ils se sont trompés.. Nous n'avons cessé de répéter que la victoire de Franco serait le signal de la guerre impérialiste. Il était facile de prévoir que, maîtres de la plus importante position stratégique d'Europe, les Etats fascistes en profiteraient pour imposer leurs revendications aux Etats démocratiques.

« En faisant assassiner le prolétariat ibérique la boergeoisie française et anglaise nous ont plongés dans la guerre, leur guerre impérialiste : « Cette guerre, n'est pas notre guerre ». Et Daladier peut s'écrier : « Pas un pouce, pas un arpent de notre sol ». Nous lui répondons : « Pas un centimètre de notre peau ; pas une goutte de notre sang.»

Il ne faudrait pourtant pas se griser de mots en prévision du plus terrible des faits. Si guerre il y a, fort petit sera le nombre de ceux qui pourront s'esquiver. Les frontières sont plus que jamais hermétiquement fermées et les bombardements aériens font qu'à l'arrière, très à l'arrière, il n'y a guère de sécurité non plus.

D'ailleurs on n'a pas dit « que la victoire de Franco serait le signal de la guerre impérialiste », ce qui risque d'être vrai ; mais que la lutte des Espagnols pour leur indépendance était déjà une guerre impérialiste, ce qui permettait de s'en désintéresser. Ce fut précisément le cas pour la plupart des gens de « gauche », sous prétexte d'un pacifisme, qui prétendait par sa passivité travailler à l'éloignement de la guerre, alors qu'il laissait créer les conditions favorables à son déclenchement.

Le prolétariat international en abandonnant l'Espagne s'est abandonné lui-même à l'emprise et à l'agression fascistes.

— Que faut-il entendre par espace vital?
— L'espace choisi pour y porter la guerre.
— C'est alors l'espace mortel et non vital...

Critiques et critiqueurs

Une coupure de **l'Espagne Nouvelle,** de Nîmes, contient une vive critique de la C.N.T. espagnole. Les deux pages du journal ne suffiraient pas à une mise au point de tout le discours du délégué de la C.G.T.S.R.. Nous nous en tenons à un seul point, où il est fait allusion à notre journal. Citons :

« En ce qui me concerne, je ne puis accepter les sept points de la F.A.I. tels qu'ils ont été publiés par **Le Réveil** de Genève, car cette déclaration de principes constitue un point de départ faux. On y présente le manque d'armements et d'organisation comme la raison fondamentale des mesures prises dans l'ordre gouvernemental et militaire. »

Il est extrêmement facile d'exposer et d'appuyer les principes dans toute leur pureté, et nous avons évidemment à vouloir y revenir constamment. Mais la possibilité de le faire à tout moment et à toute occasion, présuppose : 1° d'être aptes à tout ; 2° d'avoir pour soi, sinon l'unanimité, la grande majorité consciente des travailleurs ; 3° de se trouver dans des conditions normales d'existence ; 4° de se déterminer indépendamment de toute pression et force ennemie. Ce ne fut et ce ne pouvait être à aucun moment le cas.

Remarquons, d'abord, que l'anarcho-syndicalisme français n'a rien fait ou si peu pour la révolution en Espagne. Même au temps de sa plus grande renommée, au commencement du siècle, son action s'est ramenée à fort peu de chose. Son grand mérite fut d'avoir suscité un large débat d'idées et secoué quelque peu le mouvement ouvrier, mais les social-démocrates n'eurent pas grand'peine à le faire revenir à sa torpeur. Au point de vue syndical, donc, rien à invoquer contre la C.N.T.

Au point de vue révolutionnaire encore moins. Rappelons que Makhno a dû lui aussi plus ou moins pactiser avec le gouvernement et son armée, qui devaient l'éliminer brutalement. Les journées de mai 1937 à Barcelone, correspondent à la Commune de Cronstadt, et malheureusement dans les deux cas nous avons dû céder pour le plus grand mal de la révolution. Plusieurs pensent qu'à Barcelone mieux eût valu poursuivre la résistance, mais n'importe comment il devait en résulter une scission, un affaiblissement, une crise tragique.

Barcelone, chacun le sait, manquait d'armements et de moyens de s'en procurer, armements et moyens dont elle devait manquer toujours. Ce fut une erreur de penser en obtenir par la militarisation, mais erreur combien excusable de s'attacher à une dernière branche de salut même si elle doit se casser !

Dire que la militarisation est la pire forme de désorganisation, c'est jouer sur les mots. C'est tout simplement une forme d'organisation à laquelle nous répugnons, avec mille raisons, mais rappelons que la constitution des colonnes de parti ou syndicales, si d'une part elle créait la plus stricte solidarité au sein même des colonnes, d'autre part, il arrivait que **l'action engagée par l'une d'entr'elles** n'était pas aidée par les autres au moment décisif. Il en fut encore ainsi après la militarisation, mais il était assez naturel de croire qu'il en serait autrement et de consentir pour cela les sacrifices nécessaires.

L'action populaire peut triompher par surprise et pour des raisons psychologiques momentanées, lorsque l'enthousiasme est toujours vivant, et il n'y a ni démoralisation ni épuisement physique ; mais ce fut peut-être le plus grand tort de nos camarades de s'être crûs invincibles en se rapportant aux événements du 19 juillet 1936. La surprise passée, les fuyards et les capitulards dûment ralliés et supérieurement armés et appuyés par des troupes régulières, les milices qui, d'ailleurs, n'étaient pas toutes révolutionnaires, ne pouvaient sans d'étroits liens tenir un front de plusieurs centaines de kilomètres. La Russie est un pays immense, où la perte même d'une centaine de kilomètres peut ne pas signifier grand'chose, mais en Catalogne ! Il n'est certes pas permis d'établir ainsi des analogies.

Est-ce si difficile de comprendre que la guerre est ce qu'il y a de moins anarchiste au monde, ce qui explique toutes les contradictions qui en découlent ? Sachant à l'avance d'aller à la défaite, nos camarades espagnols auraient pu jouer le tout pour le tout ; mais précisément ils ont pensé que seuls ils ne pouvaient pas vaincre et ont espéré en un front commun, qui malheureusement n'a pas été du tout ce qu'il aurait dû être. Mais, d'autre part, comment faire agir en anarchistes ceux qui ne le sont pas ? Les nôtres, du moins, auraient dû agir comme tels, nous sera-t-il objecté, mais le pouvaient-ils avec la guerre et dans tout le territoire de la République ? Non, et alors les critiques tombent.

Le Christianisme est une religion de mort, qui a pour symbole la croix, instrument de supplice. Et au nom de la croix les peuples furent toujours suppliciés. La croix est infâme — comme la potence et la guillotine — et l'humanité ne doit plus la porter, mais la laisser tomber dans la poussière.

L'INDIFFERENCE

L'indifférence conduit à l'inaction ; elle est l'indice d'une grande pauvreté de pensée et d'un cœur indigent et froid.

Puisqu'il faut vivre, il faut vivre le plus courageusement et le plus heureusement possible. La plénitude de la vie suppose des conditions favorables au développement de toutes les forces et de toutes les vertus individuelles, au service d'une harmonie et d'un ordre universels. Elle implique, pour se réaliser avec une perfection croissante, un arrangement social toujours plus souple et plus adéquat. Elle exige qu'on défraie de son un effort commun les voies nouvelles. Pour cela, il faut trancher, se décider pour ou contre, affirmer son adhésion à des principes rénovateurs et participer à la lutte sociale.

Il ne reste aucune place pour l'indifférence, quelles qu'en soient la forme et la cause.

René MARTIN

LES JUIFS ANTISEMITES

Rappelons que dès le début de la Révolution d'Espagne, le Consistoire israélite de France a pris le parti de la prêtraille espagnole et mexicaine aussi. Il ne pouvait pas ignorer pourtant l'antisémitisme féroce de Hitler et de ses alliés. Mais la haine de classe passe avant tout ! Vive donc Franco qui sans doute ne tolérera pas de Juifs et les spoliera à la mode hitlérienne.

MESURE DE GUERRE

Le Conseil fédéral a conseillé à ses employés d'abord, à tous les bons citoyens ensuite de se pourvoir à l'avance de vivres pouvant être conservés un certain temps en vue de la prochaine guerre. Ce qui simplifierait pour lui le problème des approvisionements. Conseil inutile pour ceux qui vivent au jour le jour et ne connaissent d'autre économie que celle des repas qu'ils ne peuvent guère se payer. Leur nombre augmentera avec le renchérissemnt qui va certainement suivra.

Salle du Grutli - Chantepoulet

Venez tous à la

Soirée du Premier Mai

du RÉVEIL ANARCHISTE

Pour finir, disons que Bakounine ne jugeait pas avec un aussi souverain mépris l'organisation bourgeoise. Ecoutons-le :

« Grâce à l'organisation militaire, un bataillon, mille hommes armés peuvent tenir et tiennent effectivement en respect un million de peuple aussi armé, mais désorganisé. Grâce à l'organisation bureaucratique, l'Etat, avec quelques centaines de mille employés, enchaîne des pays immenses. Donc pour créer une force populaire capable d'écraser la force militaire et civile de l'Etat, il faut organiser le prolétariat. »

L'équivoque espagnole a consisté dans le fait que les fascistes s'étant insurgés contre le gouvernement républicain, le peuple ne s'en est pas pris avec ce dernier en même temps qu'avec les militaires traîtres. Et quelles en auraient été, d'ailleurs, les conséquences ?

On respire...

Les imbéciles — leur nombre est malheureusemnt considérable — qui s'étaient fort réjouis de l'écrasement du socialisme en Italie, en Allemagne, en Autriche, ailleurs encore, commencent a déchanter. Leur haine aveugle pour les ouvriers qui, en présence d'une puissance multipliée de production, demandaient logiquement à augmenter leur bien-être et leurs loisirs, ne connaissait pas de bornes. Dans l'aisance exigée pour tous — et surtout pour les travailleurs — bourgeois grands, petits et moyens voyaient le déchaînement du désordre, du vice, de la barbarie, et déclaraient ne pouvoir plus respirer... Aussi quelles acclamations les Mussolini, Hitler, Dolfuss, Salazar ne soulevèrent-ils pas dans le monde bien pensant ! L'ordre avec ses innombrables bienfaits allait donc régner, entraînant avec lui la fin de la crise économique et de toutes les menaces qui pesaient sur le monde. Enfin, plus d'incertitudes mais une douce quiétude pour tous les humains.

Le beau rêve a été de courte durée. Voici dix ans qu'une nouvelle crise a éclaté et tout ce qui a été tenté pour l'enrayer a proprement échoué. La soi-disant surproduction prendrait rapidement fin si la plus grande partie des habitants de la planète ne souffraient des pires privations ; mais nos maîtres ont préféré la destruction des produits à leur répartition aux nécessiteux. Alors que le socialisme avait été taxé de destructeur, c'est le capitalisme qui devait donner l'exemple de cette destruction la plus criminelle des produits et des moyens aussi de production. Alors que la lutte des classes se ramenant à quelques grèves et à quelques rares échauffourées avait été dénoncée comme l'abomination des abominations, les champions de la paix sociale devaient entreprendre une série d'agressions et de guerres sanglantes dont les victimes se chiffrent par centaines de mille. Alors que les possédants ne cessent de réclamer des valeurs spirituelles — pour faire oublier leur accaparement des valeurs matérielles — nous avons vu la foi publique faire place à la foi mentie dans les rapports de gouvernants à gouvernés, d'Etat à Etat.

Banqueroute économique, politique et morale, voilà ce que nous ont valu les régimes d'ordre, les gouvernements qui gouvernent, les autorités qui se font respecter, les pouvoirs forts, les hiérarchies maintenant chacun à sa place.

L'insécurité devient de plus en plus angoissante et chacun se demande de quoi demain sera fait. En matière de garantie, les maîtres du monde n'offrent qu'une folle course aux armements, qui représente ou le plus insensé des gaspillages ou la plus criminelle des préparations au carnage.

N'importe, il fallait coûte que coûte favoriser fascisme et nazisme, qui avaient sauvé le monde d'une transformation sociale au profit de tous ! Les privilégiés respiraient en apprenant l'écrasement successif des peuples avec leurs revendications. Et les gouvernements soi-disant démocratiques appuyaient les gouvernements totalitaires, leur sacrifiant même leurs propres positions impérialistes pourvu que l'œuvre d'asservissement se poursuive. Les exemples de l'Espagne et de la Tchécoslovaquie nous révèlent la complicité la plus hideuse avec Hitler et Mussolini. Et ce n'est pas fini. Lorsque ces lignes paraîtront, nous serions bien étonnés qu'un nouvel attentat contre une nouvelle Ethiopie n'ait pas encore été commis.

Toutefois, pour grande que soit l'imbécillité de certains, ils ont fini par s'apercevoir que, tout compte fait, les dictatures ont hâté la chute des classes moyennes, accru la misère, les dangers, les troubles, les ruines et ne paraissent plus capables de s'arrêter au bord de l'abîme. Nos bourgeois ne respirent plus, la peur leur coupe de plus en plus le souffle. En vain, pendant longtemps, se sont-ils plu à ne pas voir le danger ou à en atténuer l'importance, mais le moment paraît approcher pour tous d'être à leur tour victimes.

Ainsi la défaite, l'anéantissement des aspirations socialistes deviennent une calamité pour toute l'humanité, à part une poignée de grands privilégiés qui ne sont, eux aussi, nullement rassurés sur le sort réservé à leurs privilèges si la conflagration arrive, et elle paraît de plus en plus probable. La tyrannie, par définition, est intraitable, et c'est en vain que l'on cherche un terrain d'entente avec elle. De nouvelles concessions ne sauraient avoir qu'une valeur momentanée et Mussolini a même tenu à préciser que c'est précisément ce qu'il a pu obtenir qui l'autorise à exiger toujours davantage.

Les forces démocratiques ont systématiquement déserté et personne ne croit plus en elles. Ceux qui en dépendent tremblent à juste raison que de sacrifice en sacrifice leur tour vienne d'être sacrifiés. Quant à nous, si cruellement vaincus, nous ne devons pas désespérer. Il y a une défaite autrement grande que la nôtre qui s'annonce. C'est tout un régime à la fausse monnaie, aux pactes chiffons de papier, à la banqueroute agraire, industrielle et commerciale, à l'œuvre de mort qui va s'effondrer. Mais l'humanité entière ne peut périr et elle ne renaîtra qu'en bâtissant un monde de libres et d'égaux. Ce sera alors notre heure.

Masques à gaz

Il en est beaucoup question ces temps-ci, car plus notre Conseil fédéral nous rassure sur les bonnes intentions des Etats totalitaires, plus il insiste pour recommander aux citoyens de prendre des mesures d'urgence en vue d'une guerre.

Ainsi, il est bon de rappeler qu'à la Chambre des Communes, le vendredi 31 mai 1936, un député avait demandé au gouvernement anglais :

1) S'il soumettrait aux divers gouvernements intéressés des propositions tendant à donner à la Compagnie du canal de Suez les pouvoirs nécessaires pour interdire le passage à travers le canal de gaz toxiques ou de toutes autres marchandises dont l'utilisation est ou pourrait être interdite par la loi internationale.

2) S'il existait, à l'heure actuelle, des catégories de marchandises dont le passage à travers le canal de Suez était prohibé.

Lord Cranborne répondit à la première question que le secrétaire d'Etat au Foreign Office ne pensait pas que l'action préconisée par le député interpellateur donnerait, pour le moment, des résultats utiles. Pour la deuxième question, la réponse fut négative.

Ainsi donc, pas de doute possible, fabrication, transport et emploi des gaz toxiques sont parfaitement permis, malgré la convention les interdisant, acceptée à l'unanimité des membres de la S. d. N. — Les gaz toxiques sont pourtant plus à redouter que l'opium ou la cocaïne. N'importe, les gaz étant destinés à la guerre, il est admis implicitement par le monde entier que leur interdiction ne sera pas respectée. Et les affaires des fabricants de masques à gaz sont de plus en plus brillantes.

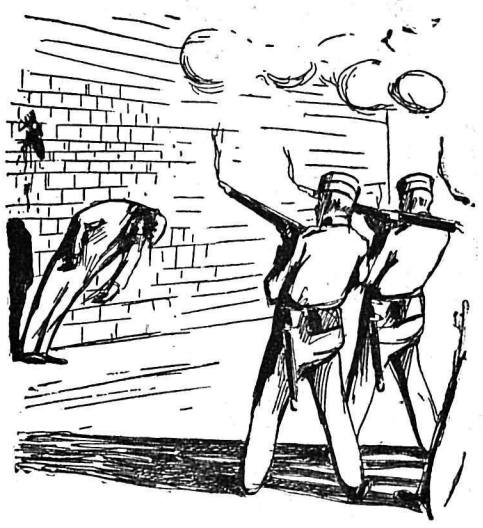
Le cri du cœur

Il a fallu retirer du programme des actualités, dans les cinémas bruxellois, certaines images se rapportant à la conquête de l'Albanie. Le public manifestait d'une façon explosive. Les directeurs des cinémas craignaient pour leurs écrans. Car les hommes d'aujourd'hui s'indignent devant le relief de certains de leurs semblables. Et dans les ténèbres d'une salle de spectacles, jaillit parfois le cri du cœur qu'il n'est pas possible de réprimer.

Rien n'est plus éloquent d'ailleurs que l'image d'un dictateur sur un écran: Il n'a plus pour se défendre contre la féroce ironie des masses, que des pauvres gestes tristement vides de sens. Il tâche devant l'objectif, de marcher d'une façon à la fois auguste, solennelle et spectaculaire. Et ce n'est généralement que dans l'auguste qu'il réussit. Les décorations, le revolver, l'uniforme flamboyant, tout cela ne compte plus au cinéma. L'homme seul subsiste devant les foules qui remarquent alors certain port de tête certaine ventripotence ou, sur le visage, un stigmate effrayant. C'est alors que le public prend le parti de siffler.

Grâces soient rendues à ces personnages qui ont éveillé dans l'âme inquiète des foules ces sursauts de conscience que traduit un cri du cœur. Nous savons bien qu'il est vain de manifester devant un drap blanc sur lequel s'agitent des reflets d'humanité cruelle. Mais avant le grand film qui nous fait rire ou pleurer, il ne nous déplaît pas de savoir que l'inconnu qui rêve à nos côtés partage quelques-unes de nos peines, quelques-uns de nos ressentiments. Il y a parfois des coups de sifflet qui réconfortent.

(**Le Soir**, Bruxelles).



La clémence de Franco bénie par Pie XII.

Sketch

La voix de l'Espagne.
Le chœur gueulant.

La voix. — Ouvriers de tous les pays, voyez notre sort. Le fascisme, allié du capitalisme, veut nous écraser. Nous nous battrons, nous combattrons pour la liberté. Aidez-nous, envoyez des armes !

Le chœur. — Bravo, nous sommes avec vous. Vous écraserez le fascisme, nous allons convoquer une réunion internationale.

La voix. — Sans armes, sans munitions, la lutte est bien inégale. Aidez-nous, camarades. Des armes, des armes !

Le chœur. — Vite un meeting. A bas le fascisme ! Vive l'Espagne républicaine ! Des canons, des avions, des armes, des canons, des avions !

La voix. — Merci, camarades. Nous tenons mieux, mais le péril est immense. Des armes, des armes !

Le chœur. — Vite un meeting. A bas le fascisme! ! Des canons, des avions, des avions. Ouvrez les frontières !

La voix. — Nos villes sont détruites, nos femmes et nos enfants massacrés. Nous nous battrons jusqu'au bout, mais aidez-nous, camarades. Aidez-nous vite. Notre sort sera le vôtre. Aidez-nous., Des armes, des armes !

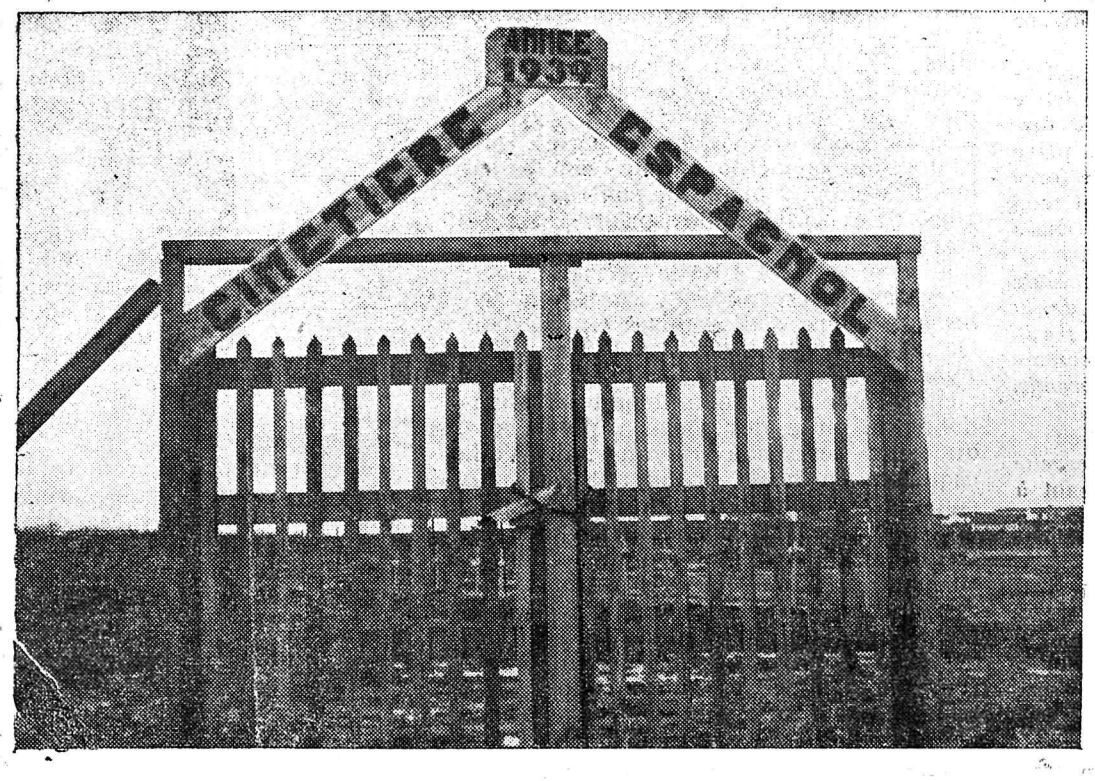
Le chœur. — Vite un meeting. Tous les cœurs sont avec vous. A bas Chamberlain ! Tout pour l'Espagne ! A bas Daladier ! Des canons, des avions. Ouvrez les frontières !

La voix. — Sans armes, sans munitions. Abandonnés, trahis par tous. Sans vivres... Quelle tristesse, quelle tragédie !

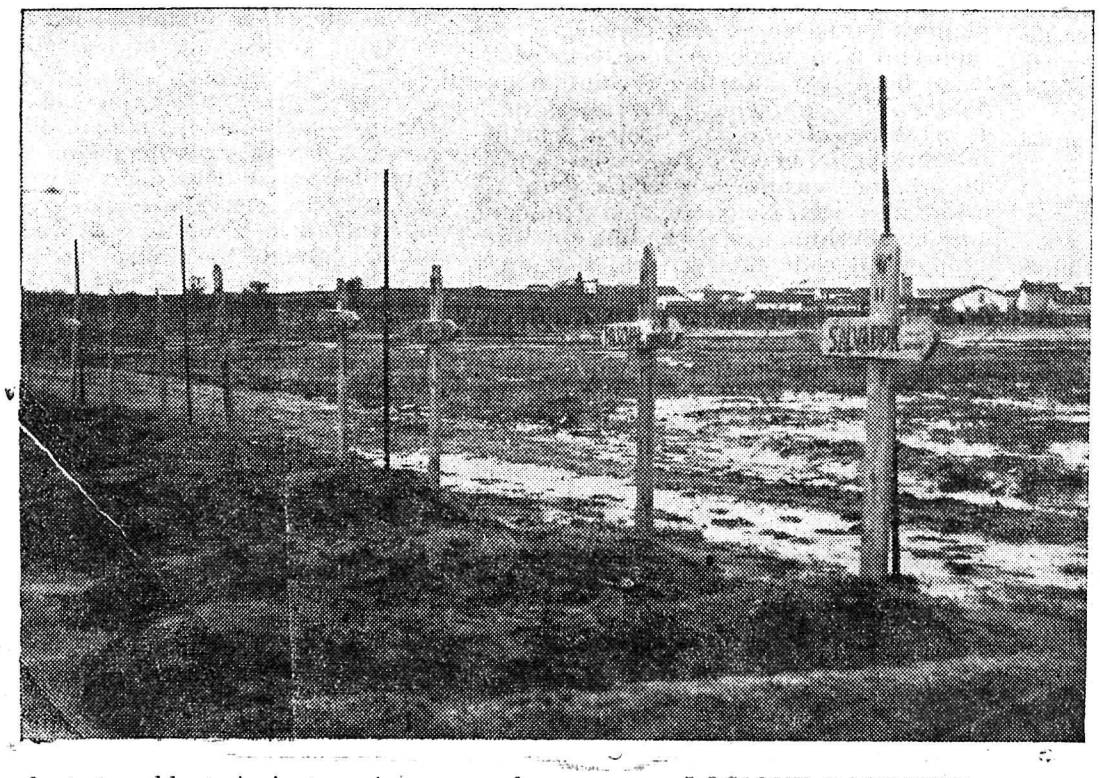
Le chœur. — Vite un meeting, vous êtes des héros, notre reconnaissance est éternelle, nous continuerons notre aide. Morte, la république vivra dans nos cœurs.

(A ce moment, entrée de la Fête de mai. Gracieuses ballerines personnifiant le Printemps et les Métiers. Des groupes symboliques : la Fraternité l'Egalité, la Liberté, l'Entente sacrée, les huiles de la Sociale, les clowns, etc. — Tout le monde est joyeux. L'on danse, l'on s'agite, le vin Prolo coule à flots. L'allégresse est générale.)

La voix républicaine. — Ah ! mierda !



Le droit d'asile... ...au dernier asile



LOGIQUE PACIFISTE

Le pacifisme qui s'était opposé aux sanctions contre l'agression italienne en Abyssinie pour sauvegarder la paix, a, par contre hautement approuvé — toujours pour la paix ! — les sanctions contre la République espagnole qui n'était nullement l'agresseur ? Comprenne qui pourra ! A moins que la morale pacifiste ne consiste à s'incliner devant les crimes les mieux qualifiés et à laisser écraser les faibles, en y aidant même par des mesures contraires au droit international.

LE CRIME ANGLAIS

Un écrivain anglais, Wickham Steed, précise ainsi quelle a été la politique anglaise :

« Nous avons allégé pour Mussolini le poids éthiopien, en reconnaissant la conquête et le roi-empereur. Nous avons facilité la position de Mussolini en Espagne, en nous refusant d'appuyer le gouvernement légitime. Nous avons supporté sans un murmure que les avions italiens et allemands bombardent des navires anglais dans les ports espagnols et tuent des marins britanniques. Nous avons relevé avec un léger frisson les massacres des populations civiles en Espagne par la même aviation. Nous avons continué à maintenir les meilleures relations avec Hitler et Mussolini dans le seul espoir que le respect pour notre armement les empêche d'en tirer des conclusions nous visant directement.... »

Ainsi le grand crime que nous n'avons cessé de dénoncer, cependant que les pacifistes prétendaient se désintéresser de l'Espagne où deux impérialismes s'affrontaient, alors qu'ils marchaient de pair contre le peuple espagnol, ce grand crime est reconnu par un spécialiste anglais de politique étrangère et ce n'est pas le seul à l'avouer.

Le rêve de paix, liberté et bien-être que Capitalisme et Fascisme empêchent de réaliser.

Partout les mêmes

Nous n'aimons pas trop les repentants, mais il est bon de relever ce qu'ils révèlent, lorsqu'ils s'en vont en faisant claquer les portes. C'est le cas, en Belgique, d'un M. Raphaël Sindic, ex-député rexiste. Dans une réponse à M. Degrelle, le « chef », voici ce qu'il dit sur

L'ARGENT DE MUSSOLINI

« M. Degrelle me rappelle que dans ma lettre de démission je lui ai dit : « Vous avez reçu de l'argent de Mussolini ».

Puisque M. Degrelle veut ici une explication, je la lui donne volontiers : cette lettre personnelle était, à quelques mois de distance, la continuation d'un entretien privé — que l'attitude de M. Degrelle me force à rendre public — et au cours duquel mon interlocuteur me dit, à très peu de chose près, les paroles suivantes :

« *Si nous n'avons plus d'argent la faute en est à Leruitte et à ses paroles de la Chambre. Mussolini avait pourtant dit : « Je serai avec Degrelle dans la mauvaise comme dans la bonne fortune ». Mais tu comprends, après un discours comme celui de Leruitte...*»

« Je jure sur mon âme, devant Dieu — c'est M. Sindic qui écrit — que M. Degrelle m'a dit cela à peu de chose près quant à la forme et très exactement quant au fond. »

LA FOULE EST BETE...

C'est encore M. Raphaël Sindic qui parle du « chef » Léon Degrelle :

Homme curieux, homme dangereux !

Je l'ai vu, en l'espace de 30 minutes, faire applaudir les points de vue les plus opposés et chaque fois avec la même fougue, le même accent, la même « sincérité ».

Inconscience, imbécillité ou cynisme ?

J'ai hésité longtemps, mais aujourd'hui ma conviction est faite : c'est bien du cynisme !

Quand, le lendemain du « grand meeting » ou du « meeting for-mi-dable », on retrouve Léon Degrelle dans le silence et le calme de son bureau et qu'on lui fait remarquer qu'il a menti à tout le monde, il répond sans baisser les yeux, dans un demi-sourire :

« Bah ! tu ne t'imagines pas combien la foule est bête ! »

RAISON

Dans le temps que toute la France était folle du système de Law, et qu'il était contrôleur général, un homme qui avait toujours raison vint lui dire, en présence d'une grande assemblée :

« Monsieur, vous êtes le plus grand fou, le plus grand sot, le plus grand fripon qui ait encore paru parmi nous ; et c'est beaucoup dire. Voici comment je le prouve. Vous avez imaginé qu'on peut décupler les richesses d'un Etat avec du papier ; mais ce papier ne pouvant représenter que l'argent, représentatif des vraies richesses qui sont les productions de la terre et des manufactures, il faudrait que vous eussiez commencé par nous donner dix fois plus de blé, de vin, de drap et de toile, etc. Ce n'est pas assez, il faudrait être sûr du débit. Or vous faites dix fois plus de billets que nous n'avons d'argent et de denrées ; donc vous êtes dix fois plus extravagant, ou plus inepte, ou plus fripon que tous les contrôleurs ou surintendants qui vous ont précédé. Voici d'abord comment je prouve ma majeure. »

A peine avait-il commencé sa majeure qu'il fut conduit à Saint-Lazare.

Voltaire.

(Dictionnaire philosophique).

Notre ennemi c'est notre maître.

Une révolution égyptienne

Entre la IVe et la XIIe Dynastie, de graves événements se sont passés. Chute lente de l'ancien empire, désorganisation dont profitent les nobles et le peuple. Un des Egyptologues qui ont le mieux compris l'Egypte, M. Moret, a montré que cette époque avait vu se produire en même temps qu'une évolution religieuse, une véritable révolution sociale.

Pour l'époque ancienne, nous ne connaissons guère que les devoirs du peuple : ils sont innombrables. Obéissance passive partout et toujours. Avait-il des droits ? Cela est plus douteux. Or, nous constatons que vers la XIIe Dynastie, le peuple est moins malheureux. Que s'est-il donc passé ?

Des siècles après, l'on parlait encore des temps troublés contemporains des IXe et Xe Dynasties (2360-2160). Nous ne faisons qu'entrevoir, par des récits postérieurs, ce qu'ils ont put être. C'en est assez cependant pour rester confondu devant ce fait inattendu : le peuple égyptien en révolte contre son pharaon, contre ses traditions.

« Des choses arrivent, lit-on dans ces récits, qui n'étaient jamais advenues dans le passé ». Les nobles sont en deuil, les plébéins exultent. Toute ville dit : « Allons, suprimons les puissants parmi nous ». Les voleurs deviennent propriétaires et les anciens riches sont volés. On met les citadins aux meules à grains. Ceux qui sont vêtus de fin lin sont battus.

« Les grands ont faim et sont en détresse. Les serviteurs sont maintenant servis. Celui qui ne s'était jamais fait des souliers a maintenant des choses précieuses. Celui qui était un notable fait lui-même ses commissions. »

Ce n'est pas la fatale charrette qui attend les dames de qualité, mais toutes sortes d'outrages. « Les nobles dames en arrivent à avoir faim : « Ah ! disent-elles, si nous avions quelque chose à manger ! ». Elles couchent par terre. Le luxe court le pays, mais elles souffrent à cause de leurs vieilles robes et leurs cœurs sont en déroute quand on les salue. Les enfants même ne sont pas épargnés. Les enfants des princes, on les frappe contre les murs. Le fils de la maîtresse devient fils de servante ! ».

Toutes les croyances, y comprises celles aux dieux, sont remises en question. On a pillé les tombeaux, violé les vieilles pyramides, ces « Bastilles » de l'ancienne Egypte. Et maintenant on abandonne le culte des morts ; pis encore, on jette les cadavres au Nil. Voilà esquissée en traits précis une des plus complètes révolutions que jamais peuple ait supportée. Et cependant — telle est la fatalité de l'Egypte — moins d'un siècle plus tard, tout était rentré dans l'ordre ancien. Un peu moins d'arbitraire, un peu plus de justice dans les relations des grands aux petits, un souvenir d'horreur dans toutes les âmes, voilà ce qui resta de cette anarchie que l'on eût crue irrémédiable.

* * *

Nous avons emprunté les lignes ci-dessus à une publication Hachette sur l'Egypte. Il est regrettable que nous ne connaissions de cette révolution que les plaintes postérieures des privilégiés se rappelant d'une rude secousse. Sans doute, ce n'est pas faire une révolution que d'intervertir simplement les rôles, mais ce n'est pas à ceux qui trouvent naturel d'asservir et d'exploiter les autres de s'étonner ensuite que l'on en use de même avec eux. Nous croyons, d'ailleurs, que la révolution n'a pas dû produire simplement cette interversion. Il a dû y avoir un « ordre » qui certainement valait plus que l'ancien, tout en étant encore inspiré de mœurs, de préjugés, d'iniquités qui ne pouvaient entièrement disparaître d'un coup. Il est permis, enfin, de croire aussi que plus tard l'horreur de « l'anarchie » a dû être tempéreé par le fait du « moins d'arbitraire et du plus de justice » qu'elle avait quand même réalisé.

— Aurons-nous la guerre ?

— Nous sommes déja les maîtres de tout sans guerre...

— Et avec moins de risques...

Les Responsables

Des camarades nous ont demandé de refaire l'histoire des journées de mai 1937, de l'assassinat de Berneri, Barbieri et d'autres camarades de différentes nationalités. Ce serait littéralement retourner le couteau dans une plaie qui saigne toujours.

Les journées de mai ont été le Thermidor de la Révolution espagnole, l'insurrection de Cronstadt de la Catalogne. A deux ans de distance, nous pouvons mieux juger du coup qui a été porté alors au plus grand et plus profond mouvement d'émancipation du prolétariat. Nous pourrions remplir ce numéro des articles publiés au lendemain même des faits, témoignant de notre clairvoyance au cours de la tragédie ibérique.

Certes, aujourd'hui, après tout ce qui s'est passé et se produit encore l'attitude de renoncement, de résignation, d'entente à tout prix des camarades espagnols nous irrite presque ; leur obstination à ajouter créance à la bonne foi et aux bonnes intentions de politiciens haineux et tarés, après la répétition des plus tristes expériences, nous paraît presque inconcevable.

Nous devons néanmoins nous dire qu'une autre attitude aurait peut-être amené la mise hors la loi de la C.N.T. et de la F.A.I. avec tout ce que cela signifie en temps de guerre. Et en lisant la presse stalinienne, on se rend compte que c'est bien cela qu'elle aurait souhaité. Bien moins préoccupés que les nôtres de la victoire, bourgeois et bolchevistes se sentaient surtout mal à l'aise en face des survivances révolutionnaires. Ils visaient à les anéantir dans l'espoir de gagner les sympathies des démocraties, oubliant cette admonestation si claire pourtant de Carlo Rosselli :

« Quant aux républicains espagnols, personne ne voudra nier leurs efforts pour encourager un réveil des puissances démocratiques. On serait presque porté à dire qu'ils exagèrent un peu dans cette direction. Depuis des mois on redouble d'assurances et même d'actes pour satisfaire les exigences les plus ombrageuses des bourgeoisies d'Occident. Qu'en Occident on ne croie pas, surtout, qu'en Espagne il y a eu une révolution, avec toutes les grandeurs et toutes les misères des révolutions authentiques. On serait presque prêt à tout sacrifier pour démontrer que là-bas on se bat au nom et dans l'intérêt d'une république parlementaire, respectueuse de tous les dogmes bourgeois.

« En premier lieu vaincre la guerre, après la révolution » — voilà le mot d'ordre des autorités espagnoles. Comme si cette dernière n'était pas une guerre civile, sociale, révolutionnaire dans ses origines, dans ses forces, dans ses motifs et, par le fait même de sa durée, ne devait pas imposer des transformations toujours plus profondes dans la vie du pays !

« Que nos camarades ne s'illusionnent pas ! La politique des gouvernements démocratiques sera l'exact reflet du cours de la guerre et de la révolution. Mesure unique : le succès. Vaincre la guerre en consolidant et en développant les conquêtes de la révolution, voilà la seule politique réaliste de la nouvelle Espagne. »

Hélas ! plus qu'à vaincre la guerre, Negrin — et Caballero aussi avant lui, même s'il s'est ravisé quelque peu plus tard, une fois « débarqué » — s'est attaché, avec tout le Front populaire, à vaincre d'abord la révolution. Il y a eu ainsi un abominable gaspillage de forces. La Révolution vaincue, la guerre perdait de sa grandeur pour ne se transformer qu'en une vulgaire guerre d'indépendance nationale ! Dans l'un des derniers numéros de **Juventud Libre,** organe des Jeunesses libertaires, nous avons pu lire : « La patrie est en danger ». Combien il eût été plus juste de dire : « La liberté, l'avenir du peuple est en danger ».

Notre confrère **le libertaire** a déjà publié quelques documents qui situent les responsabilités. Et probablement nos camarades espagnols ne tarderont pas à nous donner une histoire de leur révolution et de leur guerre où chacun aura son dû.

Pour le moment, sans vouloir nous étendre, soulignons simplement que la reddition de Catalogne a été voulue et commandée par Negrin, après quoi les démocraties s'étant hâtées de reconnaître Franco, il devenait évident que ce qui restait de la République était perdu. Il était permis de souhaiter une défense suprême et une fin spectaculaire, mais par ceux-là qui y auraient participé en première ligne, sans avions à leur disposition pour prendre la fuite les premiers.. Une boutade piémontaise traduite littéralement dit : « Courage, mes enfants, on fout le camp ! ». C'est d'un tel courage que certains jusqu'auboutistes ont donné l'exemple. Leurs accusations de trahison ne méritent même pas d'être relevées. Nous regrettons toutefois que nos camarades n'aient pas répondu à Casado : « Nous n'allons pas nous mettre avec ceux qui se sont sans cesse acharnés sur nous ; mais nous ne saurions non plus partager des responsabilités avec vous qui en avez été l'instrument sinon le complice jusqu'à hier ».

Triste fin sans doute, avec ses innombrables victimes, mais n'oublions pas que la vie est faite aussi de recommencements.

La contre-révolution

D'aucuns nous demanderont peut-être en quoi a consisté la contre-révolution de mai 1937, à Barcelone. Nous l'avions en son temps dénoncée d'après **Solidaridad Obrera** qui affirmait, preuves à l'appui :

1) que des militants des organisations anarchistes avaient disparu sans laisser de traces ;

2) que des cadavres des nôtres avaient été retrouvés dans les champs et sur les routes ;

3) que des locaux de la F. A. I. ou de la C. N. T. avaient été occupés par les communistes chassant les nôtres ;

4) que les membres de la C. N. T. se voyaient arrêtés, fouillés, pour leur arracher le carnet de syndiqué et le déchirer ;

5) que dans les locaux du P.S.U.C. (parti socialiste unifié de Catalogne, dominé entièrement par les communistes) se trouvaient détenus des camarades ;

6) que soixante tonnes de papier payé par **Solidaridad Obrera** avaient été saisies et transportées dans le local de **Las Noticias,** organe de l'U.G.T. ;

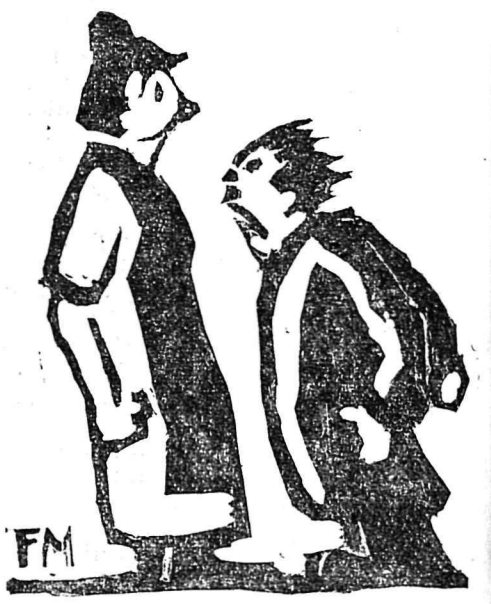
7) que les patrouilles de contrôle et d'investigations créées par la révolution allaient être dissoutes ;

8) que les camarades étrangers venus pour se battre héroïquement en Espagne étaient menacés d'expulsion ;

9) que les prisons regorgeaient d'ouvriers dont personne ne pouvait avoir de nouvelles ;

10) que le désarmement se poursuivait d'une façon unilatérale.

Tout cela dans la première semaine après l'agression communiste, mais sous les formes les plus différentes, cette contre-révolution a continué, semant le découragement, les ruines et les haines jusqu'à la catastrophe finale.



— Donne-moi l'argent pour les provisions de guerre.

— L'argent fait la guerre. Pas d'argent pas de guerre !

LE MESSAGE DE ROOSEVELT

M. Roosevelt s'agite beaucoup. Il prévoit, non sans raison, qu'une guerre européenne pourrait réserver les pires surprises, et met tout en œuvre pour l'éviter. Il n'est pas dit que le régime capitaliste y survivrait. Déjà en 1918-1920, chacun se rend compte qu'une révolution était possible et que si elle n'a pas eu lieu, nous le devons à un socialisme et un syndicalisme émasculés. L'alerte n'en a pas moins été vive. C'est un danger à éviter si possible.

Rappelons toutefois que Roosevelt aussi a été complice dans l'écrasement de l'Espagne. Il lui eût été facile de la fournir en armes et en vivres, d'autant plus que la fameuse loi de neutralité ne concernait pas une émeute intérieure et il n'y avait pas guerre internationale déclarée. De propos délibéré, il a donc laissé vaincre cette démocratie, dont il s'est institué le gardien. Wall Street exigeait l'écrasement des révolutionnaires espagnols et M. Roosevelt y a souscrit sans autre. Tout le reste n'est qu'eau bénite et nous nous méfions surtout des bénisseurs !